

Les banques canadiennes : comment transformer le respect mondial actuel en succès à long terme

Allocution de Nancy Hughes Anthony

Présidente et chef de la direction

Association des banquiers canadiens (ABC)

Prononcée devant

L'Economic Club of Canada

Le 7 décembre 2009

À Ottawa

SEUL LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

Merci, Donna, et bonjour tout le monde. Je suis honorée par la présence de nombreux invités de marque, dont plusieurs députés, un sénateur et des commissaires. Merci de votre présence aujourd'hui.

Je suis heureuse d'être parmi vous, représentant les banques et les banquiers du Canada. Toute occasion de garder les Canadiens et les décideurs au pays informés au sujet de notre secteur est toujours la bienvenue. Mais je suis particulièrement fière aujourd'hui de me retrouver debout devant vous, dans un temps où de nombreuses banques dans le monde ne se tiennent plus debout... et d'autres n'ont pu rester debout que grâce à un renflouement de leur gouvernement.

Tout comme les banques canadiennes, certaines des institutions financières disparues, ou maintenues en vie, étaient des organisations respectées, aussi bien dans leur pays qu'à l'étranger. Tout comme les banques canadiennes, elles ont joué un rôle crucial dans leur économie locale. Mais contrairement à nos banques – fortes et dynamiques –, ces banques ont disparu ou se sont beaucoup affaiblies.

Au cours des prochaines minutes, je passerai en revue les raisons de notre succès et, plus important encore, ce que ce succès signifie pour l'avenir du Canada, des Canadiens et de leurs banques.

Les plus récents chiffres provenant des États-Unis indiquent que, depuis le début de la crise financière, plus de 150 banques ont fait faillite et d'autres suivront certainement. En Europe, les gouvernements – en d'autres termes les contribuables – ont volé au secours de nombreuses banques.

Voici quelques statistiques : le gouvernement des États-Unis a injecté des capitaux directement dans 711 banques et établissements de crédit pour un total de près de 250 milliards de dollars; le Royaume-Uni a renfloué ses banques à hauteur de 125 milliards de dollars; les Pays-Bas ont injecté près de 53 milliards, la France 26 milliards, l'Irlande 15 milliards et l'Allemagne a prévu 107 milliards de dollars en injection de capital.

Le nombre de banques canadiennes fermées? Zéro.

Le total des fonds publics des contribuables utilisés pour sauver les banques canadiennes? Zéro.

La crise financière mondiale a certes ravagé des institutions financières dans de nombreux pays. Mais pas au Canada!

Le secteur bancaire canadien et son système de réglementation financière font l'envie du monde et ont émergé de cette crise comme un modèle à suivre.

Pour deux années de suite, le Forum économique mondial et Moody's ont nommé les banques canadiennes respectivement comme les meilleures au monde en termes de vigueur financière et les meilleures au monde en termes de puissance financière.

Les banques au Canada ont réussi leur pari tout en continuant à accorder du crédit aux demandeurs solvables, ce qui a permis de mitiger l'impact de la crise financière. En effet, elles ont pris le relais lorsque d'autres prêteurs ont ralenti ou complètement arrêté leurs activités au pays.

Tout au long de la crise, les banques canadiennes ont ouvert de nouvelles succursales, ont continué à employer plus de 263 000 Canadiens et ont continué à payer plus de 9 milliards de dollars en dividendes aux particuliers et à leurs régimes de retraite.

Sans oublier les impôts. En 2008, les six plus grandes banques ont versé 3,4 milliards de dollars en impôt.

Nos banques n'ont pas délaissé leur engagement envers la collectivité, versant des centaines de millions de dollars aux arts, au sport, et aux programmes d'éducation et de santé pour ne citer que quelques domaines.

Toutes ces réalisations ont été faites parallèlement à l'amélioration du service à la clientèle au guichet et grâce à un investissement dans la technologie. L'année dernière seulement, les six plus grandes banques y ont investi près de six milliards de dollars.

Dans un numéro publié plus tôt cette année, le magazine Newsweek a déclaré que :

« Le Canada n'a pas simplement survécu à la présente crise financière, il y prospère. Les banques canadiennes sont bien capitalisées et bien préparées pour tirer parti des occasions que les banques américaines et européennes ne peuvent pas saisir. »

Opportunités. On dit souvent que toute crise offre des opportunités. Pour en bénéficier, il faut être capable de les voir et être prêt à se retrousser les manches et à les saisir.

* * *

Je crois qu'on se rend compte de plus en plus du fait que les banques au Canada sont un atout stratégique pour le pays. Alors que partout dans le monde on commence à déployer les efforts pour reconstruire l'économie, au Canada, nous disposons d'un avantage concurrentiel qui est notre secteur bancaire, solide et bien géré. Voici les questions auxquelles nous devons répondre :

Qu'allons-nous faire avec cet atout stratégique vital?

Allons-nous continuer à tirer profit de nos forces ou allons-nous laisser cette opportunité nous échapper?

Si nous comptons transformer la réussite de nos banques en avantages additionnels pour les Canadiens, comment le secteur bancaire, ses organismes de réglementation et le gouvernement vont-ils collaborer pour atteindre cet objectif?

Il s'agit de questions d'envergure pour nous tous.

Toutefois, je crois qu'il est important d'entamer le dialogue qui orientera l'avenir du Canada sur les marchés financiers mondiaux.

Il est clair que les décideurs au Canada, au plus haut niveau, reconnaissent la force inhérente à notre secteur.

M. Jim Flaherty, ministre des Finances, ne s'était point trompé lorsqu'il avait déclaré en août :

« Nous avons peut-être le système financier le plus solide au monde... même durant la crise, la bonne santé de nos institutions financières leur a permis de recueillir des capitaux participatifs. »

Le premier ministre, M. Harper, a affirmé en septembre :

« Grâce à leur bonne gestion et à notre système de réglementation financière – qui est prudent sans être indument rigoureux –, les banques canadiennes dans leur ensemble ont évité les prêts hypothécaires à risque et les titres adossés à des créances hypothécaires. Elles demeurent bien capitalisées, stables et sûres. Aucune n'a nécessité un sauvetage. »

Plus tôt cette année, le gouverneur de la Banque du Canada, M. Mark Carney, a annoncé :

« Les banques canadiennes continuent à accorder du crédit. Cela en dit long, car le rôle des banques dans notre système financier est plus important que le rôle joué par les banques dans de nombreux autres pays. Le fait qu'elles demeurent vigoureuses signifie que le crédit accordé au Canada maintient un rythme de croissance. »

Mais en tant que Canadiens, nous aimerions peut-être entendre cette vérité de la bouche d'un étranger. Et qui mieux que le président Obama pour nous confirmer notre situation enviable :

« Au beau milieu de cette énorme crise économique, je pense que le Canada a prouvé qu'il est un excellent gestionnaire du système financier et économique, ce que nous n'avons pas su toujours faire aux États-Unis. »

Alors pourquoi les banques au Canada ont-elles si bien réussi? Le système de réglementation canadien est en fait une des raisons qui ont fait que nous sortons forts de cette crise financière. D'autres pays prennent notre système comme modèle lorsqu'ils envisagent des réformes à leurs systèmes respectifs. Nous avons le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) d'une part et, de l'autre, l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC).

Le BSIF, sous la direction de M^{me} Julie Dickson, veille à ce que les banques suivent des pratiques prudentes alors que l'ACFC, menée par M^{me} Ursula Menke, a pour mandat la protection des intérêts du consommateur, et effectue un excellent travail en matière de littératie financière. Également, nous avons la Société d'assurance-dépôt du Canada, la SADC, qui joue un rôle essentiel dans la protection des dépôts. Sans oublier le rôle important que jouent la Banque du Canada et le gouvernement canadien dans la mise en œuvre des politiques.

Comparativement à de nombreux autres pays, le Canada est doté d'un système de réglementation efficace, rationalisé et où les rôles sont bien délimités. En fait, les principaux responsables de la réglementation de nos banques peuvent tous partager un taxi. Par contre, il faudra louer un bus pour ceux des valeurs mobilières... Je reviendrai aux valeurs mobilières dans quelques minutes.

Ceci dit, ce n'est pas à coup de réglementation qu'on réussit! Les politiques et les règles établies par le gouvernement peuvent contribuer à bâtir une structure mais ne peuvent bâtir ni une entreprise ni un secteur. Bâtir une entreprise ou un secteur nécessite une bonne gestion. Et comme la crise actuelle l'a prouvé, les banques canadiennes ont fait preuve de bonne gestion.

Sans y être forcées, nos banques *ont choisi* d'éviter les prêts hypothécaires irresponsables, contrairement aux banques dans d'autres pays.

Nos banques *ont choisi* de garder un niveau élevé de fonds propres, supérieur au seuil imposé par le BSIF.

Nos banques *ont choisi* de poursuivre l'octroi de crédit aux Canadiens. Ainsi, les petites et moyennes entreprises, qui sont le moteur de l'économie et les plus importants employeurs, ont pu maintenir leurs activités.

Nos banques *ont choisi* de continuer à investir dans la technologie, dans les succursales et dans les emplois.

En gérant leurs opérations durant la crise financière, nos banques *ont choisi* de canaliser leurs efforts sur le long terme et de ne pas être paralysées par les événements en cours.

Elles ont emprunté cette voie car il s'agit d'une bonne pratique de gestion du risque, et que c'est la meilleure voie à suivre, tant pour leurs affaires que pour leurs clients.

* * *

Le résultat? Les Canadiens se sont fait une meilleure idée de leurs banques.

Le *Strategic Counsel*, a mené une enquête que nous avons commanditée. Plus des trois quarts des répondants à cette enquête voient les banques d'un œil favorable. Ce nombre a augmenté durant la crise financière mondiale, au fur et à mesure qu'on voyait les différences entre le Canada et les autres pays. La plupart des répondants ont une impression positive des banques. En effet, les banques offrent à leurs clients des services personnels et se sont révélées capables de répondre à tous leurs besoins. Les répondants affirment que les choix ne manquent pas et qu'il existe une vraie concurrence dans ce secteur.

Cette enquête a révélé que plus de 80 pour cent des Canadiens croient que leur banque est stable et sûre. Je doute que c'est parce qu'ils sont au courant du ratio actif/fonds propres du BSIF ou qu'ils ont pris connaissance du pilier 1 de l'accord Bâle II.

Plus important encore, 88 pour cent des répondants ont convenu de l'importance pour le Canada d'avoir un secteur bancaire solide qui soit capable de livrer concurrence à l'échelle mondiale, un secteur capable de soutenir les entreprises désireuses de faire affaire dans le monde et de créer au Canada des emplois ainsi qu'une économie solide.

Enfin, 88 pour cent voient le lien entre la force et le caractère concurrentiel des banques et leur propre bien-être économique.

Les Canadiens l'ont compris!

* * *

C'est grâce à la combinaison de ces deux facteurs qui nous démarquent – une bonne réglementation et une bonne gestion – que le Canada jouit actuellement d'un tel avantage concurrentiel.

Comment allons-nous nous en servir? Quels gestes devons-nous poser pour pouvoir profiter de la situation dans laquelle nous nous retrouvons aujourd'hui?

Ma réponse se résume à un mot d'ordre typiquement canadien : prudence, modération, coopération et travail d'équipe.

Des discussions sont en cours au sein du G20 et de quelques organismes internationaux quant au besoin de doter le secteur financier de règlements additionnels. Cette attitude est compréhensible à la lueur des ravages causés par la crise financière mondiale.

Toutefois, un appel à la prudence s'impose. Nous devons garder à l'esprit que, dans l'ensemble, ces propositions proviennent de pays où le système financier et le secteur bancaire sont radicalement différents des nôtres. Leur expérience de la crise financière était à l'antipode de la nôtre. Donc les mesures correctrices qu'ils devront adopter sont complètement différentes de ce dont nous avons besoin.

Je ne clame pas la perfection pour le Canada et ses banques. Il y a toujours lieu d'améliorer et nous sommes en train d'apporter des améliorations.

Ce que je veux dire plutôt, c'est que nous devons éviter de nous laisser entraîner dans un tourbillon de réglementation et nous devons nous empêcher d'apporter des changements juste parce que l'autre est en train de le faire.

Évaluons soigneusement ce qui est proposé. Soyons sûrs de bien comprendre les conséquences de certaines de ces nouvelles règles sur notre système – surtout l'effet imprévu de règlements qui seraient implantés à la hâte et que, comme l'expérience nous l'a appris, le temps qui passe nous fera amèrement regretter.

Et nous devons faire attention à ne pas être les premiers à adopter des règles juste par esprit de conciliation.

Rappelons-nous notre valeur et l'efficacité de notre système. Pensée peut-être impudente pour des Canadiens, mais oh! combien importante.

* * *

Concentrons-nous sur ce que nous devons accomplir pour améliorer le système et permettre au Canada de profiter pleinement de nos capacités.

L'Association des banquiers canadiens encourage certaines actions pratiques qu'elle met en avant depuis quelque temps. À notre avis, voici ce qui doit être fait :

D'abord, nous devons adopter une approche de la réglementation du secteur financier qui soit basée sur des principes. Le danger actuellement est la tendance à la surréglementation qui conduit à un environnement hautement prescriptif. Et j'y reviendrai dans une minute.

Ensuite, nous avons besoin d'une réglementation des services financiers qui soit uniforme et nationale dans le vrai sens du terme. Cette mesure comprendra un organisme canadien de réglementation des valeurs mobilières. Et notre gouvernement déploie des efforts considérables pour y arriver.

Puis, nous devons adopter des lois visant la protection des consommateurs et des institutions financières contre les crimes financiers, notamment la fraude. Nous avons évidemment applaudi l'adoption de la loi contre le vol d'identité introduite par le ministre de la Justice, M. Rob Nicholson. Désormais, les agents de police pourront poursuivre les criminels pour possession de renseignements personnels qui ne leur appartiennent pas avant qu'ils ne puissent utiliser ces renseignements à des fins de fraude ou de vol.

Enfin, l'ABC est d'avis que le gouvernement devra maintenir son orientation en ce qui a trait aux politiques fiscales. Des progrès notables ont été réalisés jusqu'à présent qui auront un effet favorable sur les entreprises, les emplois et la croissance économique au Canada.

* * *

Quelles sont les prochaines étapes?

Accomplir ces actions spécifiques rendra notre système financier plus solide et plus sûr. Un système financier amélioré signifie que l'un des moteurs les plus importants de l'économie canadienne a été revigoré.

Nous pourrions nous contenter de cela... ou nous pourrions élargir notre vision et envisager les services financiers comme un secteur stratégique pour ce pays. Un secteur phare pour le Canada sur les marchés mondiaux. Un secteur où nous pouvons exceller et faire profiter tous les Canadiens. Un secteur qui emploie des Canadiens et qui contribue directement à la croissance de l'économie canadienne.

Le secteur financier est simplement un autre secteur d'activité où le Canada joue un rôle de premier plan. Le secteur des hydrocarbures et le secteur agricole sont deux autres exemples. Chacun de ces deux secteurs qui reposent sur les matières premières est important pour le Canada. Et dans chacun de ces cas, le Canada possède une expertise reconnue, de longue date. Chacune de ces deux industries bénéficie depuis longtemps de politiques gouvernementales favorables.

Tout comme ces industries, le secteur bancaire est un exportateur à succès. Les opérations bancaires à l'étranger contribuent considérablement aux bénéfices nets de chaque banque. En 2008, près de 19 pour cent des revenus des banques étaient générés à l'extérieur du Canada, alors que 76 pour cent de leurs employés se trouvaient ici et 74 pour cent de l'impôt payé par les banques était versé au Canada.

D'où l'importance des missions commerciales, comme celle entreprise récemment en Chine par M. Flaherty et notre premier ministre.

Ce que je veux dire ici c'est pourquoi ne pas accorder aux services financiers un rôle essentiel dans la stratégie économique et industrielle du Canada? Pourquoi ne pas favoriser la croissance d'un secteur qui possède un avantage concurrentiel international et qui repose sur notre ressource la plus importante, les gens?

Le temps d'agir est maintenant.

Il y a trois semaines, le *Boston Consulting Group* et le *Toronto Financial Services Alliance* ont publié un rapport sur une stratégie à long terme des services financiers visant la création d'emplois, l'augmentation du PIB et l'attraction de nouveaux investissements à Toronto, en Ontario et au Canada. La coalition qui travaille sur ces recommandations est composée des principales institutions financières de la ville, mais également de représentants des gouvernements fédéral, provincial et municipal. Cette initiative sera avantageuse pour les autres centres financiers au pays, notamment Montréal, Vancouver et Edmonton.

Les banquiers ne seront pas les seuls à récolter les fruits de cette initiative. D'autres professions qui travaillent avec les banques tireront avantage des emplois et de la richesse ainsi créés dans des domaines comme le droit, la comptabilité, les ressources humaines et les technologies de l'information pour ne citer que ceux-là. La portée des retombées économiques sera très large.

L'été prochain, le Canada sera l'hôte des réunions du G8 et du G20. Ce sera l'occasion de mettre en valeur nos services financiers devant le monde entier.

Les Canadiens reconnaissent le rôle essentiel que jouent les banques et les services financiers dans leur propre bien-être économique. Les gens de partout reconnaissent la vigueur de nos banques. Nous disposons déjà d'un système de réglementation qui fait bien de jaloux. Et nos banques fonctionnent avec les meilleures équipes de gestion et d'employés au monde.

Ce que nous en ferons dépendra de la vision et du plan stratégique national que nous réserverons à nos services financiers et au secteur bancaire. Cette vision ne peut être élaborée par les banques seules. Chaque banque a sa propre stratégie d'affaires. Toutefois, la vision stratégique élargie et à long terme du rôle que le secteur financier jouera pour le Canada sur la scène internationale doit être un effort conjoint.

La coopération et la coordination entre nos banques, nos organismes de réglementation et notre gouvernement sont essentielles.

Nous avons de nombreux exemples récents qui illustrent le déploiement d'efforts mutuellement avantageux. Le Programme de crédit aux entreprises en est un. Ce programme, créé grâce au ministre des Finances, M. Jim Flaherty, et au ministre de l'Industrie, M. Tony Clement, favorise la collaboration entre, d'un côté, les banques du secteur privé et, de l'autre, Exportation et développement Canada et la Banque de développement du Canada, en vue de donner accès, aux entreprises solvables, à au moins 5 milliards de dollars en prêts additionnels.

Le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés en est un autre. Ce programme a été instauré par M. Flaherty en tant que mesure d'urgence temporaire prise dans les circonstances exceptionnelles de la raréfaction du crédit et, précisons-le, durant une campagne électorale, ce qui dénote un grand courage. Ce programme était une réponse à la paralysie des marchés financiers mondiaux et a permis de rendre le crédit disponible au Canada pour les entreprises et les particuliers.

Par l'intermédiaire de ce programme, Ottawa a donné à la Société canadienne d'hypothèque et de logement le droit d'acheter des hypothèques auprès de prêteurs canadiens, dont les banques. La participation de ces prêteurs au programme s'élève à près de 70 milliards de dollars. Attention! Il faut préciser qu'il ne s'agit pas de prêts hypothécaires en difficulté ou à risque, mais d'actifs de haute qualité, garantis par la SCHL. En réalité, le gouvernement achète ces prêts hypothécaires à un taux commercial et s'attend à faire un profit d'au moins un milliard de dollars.

Donc, il ne s'agit pas d'un sauvetage mais plutôt d'une sorte d'investissement judicieux de la part d'Ottawa qui, en même temps, a permis aux banques d'accorder de nouveaux crédits aux Canadiens. Vous ou votre voisin en avez peut-être profité sous forme d'une nouvelle hypothèque... un de vos amis a peut-être finalement obtenu le prêt tant nécessaire à la survie de son entreprise. Non seulement cette mesure n'a rien coûté aux contribuables, mais elle sera rentable à court terme pour le gouvernement.

C'était donc quelques exemples de la façon dont le gouvernement et les banques ont collaboré durant une période de grands troubles économiques mondiaux.

Un autre bon exemple d'une récente collaboration entre les banques et le gouvernement est le compte d'épargne libre d'impôt, un programme déjà adopté par les Canadiens.

Nous devons maintenir cette collaboration positive à l'avenir. Nous avons besoin de dialoguer davantage. Nous avons besoin de moins de politiques-surprises, malvenues et incohérentes. Ne prenons pas des décisions hâtives sans comprendre leurs conséquences à long terme. À ce sujet, je suggère qu'il est temps de nous arrêter un peu et de prendre conscience de l'impact cumulatif des politiques récemment adoptées.

Nous avons besoin d'une collaboration accrue pour développer des moyens novateurs et garantir la prospérité du Canada et des Canadiens.

La source de cette innovation a toujours été et continuera d'être les banques elles-mêmes. Les banques ont prouvé leur capacité de prospérer et de demeurer solides. Elles peuvent se transformer en importants intervenants sur la scène internationale.

Le rôle du gouvernement et des organismes de réglementation est de créer un cadre stratégique permettant aux banques de saisir les opportunités qui s'offrent à elles aujourd'hui et celles qui émergeront demain. Des règles prudentes ont permis à notre secteur financier de réaliser un important niveau de réussite tout en protégeant les Canadiens. Mais les règlements ne sont pas responsables de la croissance des banques ou de la façon dont les banques gèrent le risque. Des règles qui ne limitent pas indument les stratégies suivies par les banques devront demeurer notre balise à l'avenir.

La solution est de permettre aux banques un maximum de liberté pour croître tout en veillant à ce que le minimum nécessaire pour protéger l'intégrité du système soit maintenu. Les modifications aux règlements doivent être limitées, explorées soigneusement de tous les angles et mises en œuvre après des consultations exhaustives auprès des entités qui en seront affectées.

* * *

Pour conclure, nous devons trouver les moyens de préserver l'avantage concurrentiel du Canada. Les mesures que nous adopterons aujourd'hui mèneront-elles à un décalage dans les règles du jeu qui empêcheront nos banques de fonctionner efficacement demain?

Mettons-nous d'accord sur une vision de notre secteur et examinons les politiques et les règlements selon leur capacité de nous aider à réaliser cette vision ou leur potentiel de nous empêcher de le faire.

Nous pouvons élaborer cette vision grâce à une pensée créative, au dialogue, à la franchise et à un engagement commun pour faire de notre secteur des services financiers un chef de file mondial.

Nous pouvons aller au delà de nos efforts collectifs et établir une stratégie nationale des services financiers qui sera susceptible de transformer le respect mondial que nous avons mérité aujourd'hui en succès plus important, à long terme. Un succès pour nos banques, pour nos gouvernements et organismes de réglementation et pour tous les Canadiens.

Saisissons cette opportunité!
Merci.